

Pile je gagne, face tu perds



Economie
Eric Le Boucher

L'élite sans morale », titrait la semaine passée le magazine allemand *Stern* en « une », avec pour sous-titre : « Comment les riches minent notre société ». Le fossé qui se creuse aux Etats-Unis entre les super-riches et les 37 millions d'Américains qui vivent sous le seuil de pauvreté provoque un « déficit moral », dénonce Barack Obama, candidat à l'investiture démocrate. Outre-Manche, le livre du journaliste économique de la BBC Robert Peston intitulé *Qui dirige la Grande-Bretagne ? Comment les super-riches changent notre vie* est devenu un best-seller (il n'est pas traduit en français).

Dans tous les pays développés monte un vif ressentiment contre les patrons des grosses sociétés, les *fat cats* (« gros

chats »), qui accumulent des fortunes et qui, surtout, reçoivent des parachutes dorés même quand ils échouent. Pendant qu'« en bas » de l'échelle sociale, de plus en plus de ménages ont l'impression de ne plus parvenir à joindre les deux bouts, « en haut » les revenus s'envolent et ils le font quelles que soient les circonstances.

Dans la banque, des dizaines de milliards de pertes ont été enregistrées à cause des subprimes, et pourtant les bonus ont été maintenus. En Allemagne, le salarié, qui s'est beaucoup serré la ceinture depuis dix ans, a découvert dans le scandale des évactions fiscales qu'un millier de personnes fortunées s'arrangeaient pour fuir l'impôt, source du système social germanique.

On savait l'économie mondiale de plus en plus inégalitaire mais, en sus, le

« gros » s'en sort toujours face au « petit » dans le jeu truqué d'un capitalisme « pile je gagne, face tu perds ».

Une élite mondialisée donne l'impression de s'échapper des contraintes locales, nationales, pour accumuler des sommes excessives sans plus de contrôle. Les élites du business sont devenues les meilleurs agents de l'anticapitalisme, résume le gouvernement de Berlin.

Les craintes des classes moyennes reposent sur des réalités. Aux Etats-Unis, les inégalités sont revenues au niveau des années 1920, le New Deal de Roosevelt est effacé. Outre-Rhin, une étude de l'institut DIW de Berlin nous apprendait cette semaine que les Allemands menacés de pauvreté étaient passés de 18 % de la population à 25 % de 2000 à 2006, à cause du chômage, de l'allongement des périodes d'inactivité, de la baisse des indemnités et de la progression du travail temporaire. Les digues ont donc sauté aussi dans le pays de l'économie sociale de marché. En Grande-Bretagne, le mot à la mode est *coping class*, pour désigner les classes moyennes « qui ont du mal à s'en tirer ».

Les causes de ces évolutions sont multiples bien qu'encore mal cernées. D'un côté, les patrons se paient selon des échelles mondialisées (+ 15% par an pour ceux du CAC 40) et s'octroient des stock-options. De l'autre, la mondialisation fait pression sur certains salaires ouvriers (mais pas dans les services). La technologie, facteur majeur en vérité, fait monter les besoins des plus qualifiés aux dépens des autres. Les impôts et taxes grossissent

L'appétit des riches

▶ ÉTATS-UNIS : PART DU REVENU NATIONAL DES 1 % DES MÉNAGES LES PLUS AÏSÉS



Source : Emmanuel Saez & Thomas Piketty

et mangent les très faibles marges acquises par les salaires moyens (en Grande-Bretagne et en France).

Mais, et c'est l'essentiel depuis quelques mois, l'inflation est de retour aux Etats-Unis et en Europe, qui vient donner le sentiment d'éroder sérieusement le pouvoir d'achat. Les causes sont, là aussi, multiples et mal cernées. Le bilan de l'« effet Chine » (elle fait baisser les prix des TV mais monter celui des matières premières) se serait inversé. Les technologies auraient épuisé leurs gains de productivité. Les liquidités monétaires seraient trop abondantes. En tout cas, l'inflation (en 2008, les économistes de Barclays Capital attendent 3,6 % aux Etats-Unis, 2,7 % en zone euro et 2,6 % en France) est la cause de l'emballage actuel du ressentiment.

Et le terreau des populismes. Pendant la campagne électorale française, les promesses « pour améliorer le pouvoir d'achat » se sont additionnées. En Allemagne, la gauche de la gauche demande une remontée des impôts des riches et une loi pour limiter les revenus des patrons. Aux Etats-Unis, le combat entre Hillary Clinton et Barack Obama les a poussés peu à peu dans la surenchère, jusqu'à la dénonciation de la mondialisation et de l'accord Alena de libre-échange entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. Haro sur l'élite, haro sur le libre-échange !

Le malheur est que de telles recettes ne peuvent fonctionner. Nicolas Sarkozy est emprisonné dans ses fausses promesses. Barack Obama a vu sa crédibilité effritée lorsque son conseiller économique a avoué que les mots contre l'Alena n'étaient, bien sûr, « que de la rhétorique ».

Pourtant le vent tourne. M^{me} Merkel a réussi, elle, à faire plier le Liechtenstein. Est-ce le début d'une harmonisation fiscale européenne ? Le gouvernement britannique projetait d'imposer à minima les non-résidents. Il a dû renoncer sous la pression des banques, mais il a essayé de taxer les riches, c'est un tournant.

En France, M^{me} Parisot, présidente du Medef, mène bataille. Aux Etats-Unis, une campagne d'actionnaires, soutenue par les démocrates, vise à limiter les rémunérations des dirigeants. Comme si l'élite des affaires prenait conscience que son intérêt de classe était de revenir sur ses excès. ■